

# Marseille

5  
La Provence  
Jeudi 7 Novembre 2024

## "Traiter vite les petits problèmes pour ne pas en créer de gros"

Pour évoquer le trafic de drogue ou le stationnement anarchique, les groupes de partenariat opérationnel (GPO) mettent autour de la table CIQ et pouvoirs publics. Hier, le préfet de police présidait le 6 000<sup>e</sup> du genre au sein du commissariat du 10<sup>e</sup>.

**M**arseille est une terre d'innovation sur les questions de sécurité." Il était donc logique que le préfet de police, Pierre-Édouard Colliex, marque l'une d'entre elles et préside, hier, le 6 000<sup>e</sup> Groupe de partenariat opérationnel (GPO) en France. Cet outil lancé à Marseille en 2019 est aujourd'hui décliné sur tout le territoire. Et dans tous les secteurs de la ville, toutes les deux semaines. Il met autour de la même table des élus, les représentants de la police nationale et municipale, des bailleurs, des associations ou des CIQ pour identifier les problèmes de sécurité d'un quartier. Hier, dans une salle du commissariat du 10<sup>e</sup> arrondissement, on évoque pêle-mêle les soucis des grands ensembles, de l'emprise du trafic de drogue au stationnement anarchique. "C'est ici qu'on examine les sujets concrètement, pointe le préfet. Pour traiter les petits problèmes rapidement, et éviter qu'ils deviennent de gros problèmes."

Mais avant d'écouter les remontées des habitants, le major Bamba, à la tête du commissariat du 10<sup>e</sup> arrondissement, égrène la liste des "points chauds" et des actions menées. "Benza, c'est plutôt calme en ce moment. On a eu une tentative d'homicide il y a trois semaines mais depuis, le trafic semble en diminution, expose-t-il, listant les interpellations, les grammes de cannabis et les cocottes de cocaïne saisis lors des derniers jours. Mais, là-bas, ça va et ça vient donc on reste vigilants."

### Points de deal, rodéos sauvages...

L'audience semble acquiescer et attend la suite pour évoquer ce qui semble être devenu le site le plus sensible du secteur: Château Saint-Loup. "Le quartier semble désormais en pôle position des problèmes de sécurité, poursuit le major. On occupe le terrain, on mène des opérations cadre de vie une fois par semaine. On ne lâche pas." Le représentant de HMP, bailleur qui gère cet ensemble de 300 logements, abonde et dé-



Le préfet de police, Pierre-Édouard Colliex, a prêté hier une oreille attentive aux problématiques touchant le 10<sup>e</sup> arrondissement. / PHOTO P.K.

crit "les barricades" à l'entrée de la cité, "les cadenas installés par les dealers" pour obstruer les portes d'entrée et présente les "dizaines de milliers d'euros" investis par le bailleur pour une remise en état. L' élu à la sécurité du secteur raconte "le calvaire des habitants des villas mi-

toyennes". Sur tous les sujets, la présence du préfet ce jour-là semble conduire chacun à en faire plus. À la Sauvagère, on pointe la présence des dealers dans un local commercial, abandonné par la propriétaire. "Il faut murer l'entrée", lance le préfet. Si la pro-

priétaire est récalcitrante, rappelez-lui que sa responsabilité pénale peut être engagée." Entre deux plaintes sur le stationnement anarchique à la Capelette ou sur les double sens de circulation problématiques sur Mi-reille-Lauze, on évoque aussi des rodéos à motocross autour de la Sauvagère. "Les habitants sont excédés, ça dure de la fin de l'après-midi jusqu'à la fin de soirée", décrit-on au CIQ. Les policiers sont conscients du problème mais expliquent "l'appréhension des agents à intervenir" face à des jeunes en deux-roues, et la possibilité "d'engager la responsabilité policière" en cas de soucis. "Ils disparaissent dès qu'on se montre, relate le major Bamba. Notre objectif est d'identifier les planques des motos pour les confisquer sans risquer une intervention compliquée." Expliquer les difficultés de la police permet également de calmer l'exaspération des habitants.

**Stationnement anarchique et internes dévêtus**  
Les nuisances causées par les

alimentations de nuit, les zones de consommation de protoxyde d'azote, les seringues... et la fourrière. Le spectre des problèmes évoqués est large. Jusqu'aux fêtes nocturnes et bruyantes des internes de la Timone, dans les locaux (avec piscine) mis à leur disposition par l'AP-HM. "Les riverains du quartier n'en peuvent plus des nuisances tardives, explique un président de CIQ. Ces jeunes gens ont le droit de décompresser. Mais quand les voisins leur font une remarque depuis leur balcon, les internes, peu vêtus, ce qui est normal autour de la piscine, ne mettent pas longtemps pour dégainer leurs attributs." Comme sur tous les sujets, Pierre-Édouard Colliex choisit la fermeté, teintée d'un trait d'humour grinçant. "On va arrêter de les prévenir et en verbaliser quatre ou cinq, ça va les calmer. Les internes se plaignent d'être surchargés d'heures de garde et de ne pas pouvoir dormir. On va leur permettre de se reposer un peu."

P.K.